

DIGITHÈQUE

Université libre de Bruxelles

Pirenne, Henri : "Le Pangermanisme et la Belgique", in *Bulletin de l'Académie royale de Belgique, Classe des Lettres*, n°5, 1919.

http://digistore.bib.ulb.ac.be/2006/a12990_000_f.pdf

Cette œuvre littéraire appartient au domaine public.

Elle a été numérisée par les Bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles.

Les règles d'utilisation des copies numériques des œuvres sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés par les bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site <http://digitheque.ulb.ac.be/>

*A mon très cher ami Jules Feller
président de l'Académie royale
de Belgique*

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

EXTRAIT DU N° 5. — 1919

Le pangermanisme et la Belgique,

par H. PIRENNE, président de l'Académie.

BRUXELLES

HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

112, Rue de Louvain, 112

1919

Le pangermanisme et la Belgique (1),

par H. PIRENNE, président de l'Académie.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le mot nation a été emprunté au latin par les langues modernes, mais elles ne lui donnent pas toutes le même sens. L'Anglais et le Français appellent nation « une réunion d'hommes formant une société politique régie par des institutions communes (2) ». Pour eux, chaque nation est une communauté morale, constituée par la participation à la même vie historique, entretenue par la conscience des mêmes intérêts généraux, animée par la même volonté collective, dirigée par le même gouvernement, d'accord avec l'opinion publique. On peut saisir, en France, dès le XVI^e siècle, les premières manifestations de cette idée. Elle apparaît déjà nettement dégagée dans l'Angleterre du XVII^e siècle. La Révolution française lui donne enfin sa forme définitive. En affirmant que « tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation et ne peuvent émaner que d'elle », elle considère évidemment celle-ci comme une association de citoyens rassemblés par le désir de poursuivre en commun leurs destinées. Il en résulte que la nation est, avant tout, une personne politique.

Tous ses membres, du moins en théorie, participent de la

(1) Extrait des *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* (Classe des lettres, etc.), n^o 5, pp. 341-373, 1919.

(2) Définition du dictionnaire de Darmesteter et Hatzfeld.

même manière à son activité, possèdent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs. Ni la religion qu'ils professent, ni la langue qu'ils parlent, ni la race à laquelle ils appartiennent n'établissent de distinctions entre eux. C'est là ce que Napoléon I^{er} exprimait d'une manière frappante quand il disait que la France n'a pas de nationalité, entendant ainsi que tous ses habitants, quelle que fût la variété de leurs origines ou de leurs dialectes, étaient également réputés Français. Mais, dès lors, une nation n'est pas seulement un être politique, elle est encore un être spirituel. Si son unité ne provient ni de la race ni de la langue, elle ne peut consister, en effet, que dans la conscience, ou, si l'on veut, dans le sentiment d'une même existence collective, résultant de l'accord des volontés et de la communauté des droits. Allons plus loin encore, et nous ajouterons que cette conception de la nation est essentiellement humaine. Par cela même qu'elle envisage le groupement national comme une société de citoyens, elle n'y introduit, si l'on peut ainsi dire, aucun élément irréductible à l'égard des autres groupements nationaux. Entre l'Angleterre, la France ou l'Italie, le caractère des populations, le genre de vie, les intérêts, les institutions ont beau différer et parfois se heurter. Qu'importe? Il reste que chacun de ces peuples est capable de comprendre ses voisins, et, quand il le faudra, de collaborer avec eux, puisque chacun soumet sa vie politique à des principes qu'il considère comme valables non seulement pour lui, mais pour tous les hommes. On peut dire qu'il subsiste dans l'idée de nation ainsi comprise, quelque chose du généreux cosmopolitisme du XVIII^e siècle.

Mais à cette idée, qui est celle de l'Europe occidentale, s'en oppose une autre : l'allemande.

Elle se dégage à la fin du XVIII^e siècle sous l'influence de la réaction sentimentale provoquée au delà du Rhin par l'hégémonie française. Au lieu de reconnaître dans la nation une association volontaire, elle la conçoit comme un phénomène

naturel s'imposant aux individus, indépendamment de leur volonté. Chaque nation est, d'après elle, douée d'un génie propre (*Volksggeist*), impénétrable aux génies des autres nations et s'affirmant essentiellement par la langue. « Ce qui parle la même langue, dit Fichte dans son cinquième discours à la nation allemande, c'est déjà, avant toute apparition de l'art humain, un tout que, par avance, la pure nature a lié de liens multiples et invisibles... Un pareil tout ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler avec lui. » Mullenhoff déclare de son côté : « La langue forme la nation, elle est l'existence même et la vie du peuple; sans elle, il est mort (1). »

A ces affirmations si tranchantes, la science ne tarda pas à prêter l'apparence de vérités rigoureuses. Vers le milieu du XIX^e siècle, le mysticisme linguistique se prit à s'appuyer, pour les besoins de sa thèse, sur les constatations de l'anthropologie. La classification des hommes en races distinctes suivant la forme de leurs crânes, la coloration de leurs épidermes, de leurs yeux, de leurs chevelures, lui apparut concorder avec leur répartition suivant la langue, si bien que la différence des idiomes fut expliquée par la différence des origines ethniques. Opposés les uns aux autres par le sang comme par la parole, les peuples sont destinés à une lutte perpétuelle. La guerre est la loi suprême du monde. Par une voie nouvelle on en revient à l'aphorisme de Hobbes : *homo homini lupus*.

Tirons les conséquences de la théorie. Il en est deux qui apparaissent tout d'abord. La première, c'est que la nation n'a de droit à l'existence que pour autant qu'elle repose sur la com-

1) *Deutsche Altertumskunde*, t. III, p. 194. Il est sans doute inutile de faire remarquer que tous les savants allemands ne se sont pas laissés dominer par une théorie aussi évidemment en conflit avec les faits. Je me bornerai à renvoyer ici à H. Morf, *Dichtung und Sprache der Romanen* (Strasbourg, 1911), qui dissocie très nettement la nation et la langue. Mais, dans l'opinion courante, la seule qui nous intéresse ici, ces protestations isolées sont restées sans influence.

munauté de la race et de la langue. La seconde, c'est que la liberté politique ne constitue point un droit, mais qu'il la faut subordonner à l'intérêt supérieur de l'entité nationale. On aperçoit tout de suite où cela nous mène. L'une et l'autre de ces prémisses conduisent au dogme de la toute-puissance de l'État. Lui seul, en effet, peut « organiser » la vie de la nation conformément au génie de celle-ci. Pour qu'il puisse conserver intact le trésor de la tradition, garantir ses sujets des séductions ou des contagions du dehors, forcer les minorités ethnographiques que renferme chaque peuple à se courber sous la prépondérance de la race dominante, il est indispensable qu'il ne tienne son pouvoir et sa légitimité que de lui-même, et qu'élevé au-dessus de toute atteinte, échappant à toute ingérence, il n'ait à justifier l'autorité qu'il exerce et l'obéissance qu'il exige, qu'en s'affirmant comme l'incorporation du nationalisme. Dès lors, il appuyera nécessairement son pouvoir sur l'aristocratie, c'est-à-dire sur la classe sociale qui conserve le plus purement les traditions et les caractères de la race. Quant à la masse, il la soumettra par l'école, par la caserne, par l'administration, à un dressage pédagogique dont elle portera l'empreinte indélébile, et qui la disciplinera à son service, sous prétexte de la former ainsi au service et au culte même du « génie national ».

Remarquons avec quelle rigueur cette conception allemande de la nation s'oppose à la conception occidentale. Le contraste éclate partout. De ce que la nation est considérée, ici comme un groupement de citoyens, là comme une communauté de sang et de langue, tout le reste découle nécessairement : l'absolutisme de l'État, le caractère aristocratique et conservateur des institutions, et la pédagogie enfin, substituant à la libre pratique des droits et des devoirs civiques, une doctrine et une méthode officielles, enseignées d'autorité.

Que cette conception soit née en Allemagne, rien de plus aisé à comprendre. Morcelé depuis le XII^e siècle en une quantité d'États, déchiré depuis le XVI^e siècle en deux confessions reli-

gieuses, ne possédant au surplus ni unité géographique ni intérêts communs, ce pays ne pouvait trouver, en l'absence de toute communauté historique, que dans la communauté de ses origines et de sa langue, la justification de ses désirs de cohésion nationale. Tandis que la France et l'Angleterre voyaient dans leur histoire se former et s'affermir de siècle en siècle leur conscience collective, l'Allemagne ne découvrait dans la sienne qu'une tendance croissante au morcellement et au particularisme. Pour arriver à ses fins et prendre en Europe la place qu'elle ambitionnait d'y occuper, il lui fallait, si l'on peut ainsi dire, contre son propre passé, invoquer la nature. Pour se donner la patrie qu'ils cherchaient vainement dans leurs annales, ses poètes, ses philosophes et l'innombrable légion de ses professeurs se réclamaient de cela seul que tous les Allemands possèdent en commun : le *Deutschtum*.

Mais le *Deutschtum*, même compris dans sa simple acception linguistique, déborde largement les frontières allemandes. Il recouvre une partie de l'Autriche, s'avance en Suisse, en Alsace et en Lorraine, occupe les rivages de la Courlande, de la Livonie et de l'Esthonie, émaille la Bohême de nombreuses enclaves, sans compter celles qu'il éparpille en Pologne et en Hongrie, et sans parler des millions d'émigrés qui l'ont transporté avec eux en Amérique. Dès 1813, Arndt se demande :

Was ist des Deutschen Vaterland ?

Et il répond :

So weit die Deutsche Zunge klingt

Das soll es sein,

Das, wackrer Deutscher, nenne dein.

Des revendications de cette sorte étaient aussi menaçantes pour l'Europe que l'ambition napoléonienne. Le mysticisme pangermaniste apparut aux souverains, alors rassemblés au

Congrès de Vienne, une nouvelle forme de l'esprit révolutionnaire. Le droit divin des rois ne tint aucun compte de cet autre droit divin qui s'affirmait devant lui, j'entends le droit divin des langues. L'Allemagne née des marchandages diplomatiques de 1815, fut bien faite pour décevoir tous ceux qui, après la bataille de Leipzig, avaient rêvé de son unité. Aussi le germanisme prend-il parti, pour un moment, contre l'absolutisme. Le rôle que le libéralisme et la démocratie jouent en France sous la Restauration et sous Louis-Philippe, c'est lui qui le remplit au delà du Rhin. L'idée nationale s'y allie en un mélange confus à l'idée libérale, et de l'interpénétration de ces deux éléments contradictoires surgit une nouvelle forme de germanisme. Tous les espoirs déçus, toutes les ambitions inassouvies des patriotes se concentrent sur lui, c'est de lui qu'ils attendent la réalisation de l'idéal qui fait battre leurs cœurs et travailler leurs cerveaux. L'État leur interdisant toute activité politique, ils se réfugient dans la pensée pure, et leur imagination, pour se consoler des désenchantements du présent, s'élanche vers les perspectives illimitées de l'avenir qu'ils souhaitent à leur peuple et de la mission qu'ils lui attribuent. L'Allemagne est de plus en plus, à leurs yeux, la nation prédestinée, le garant de la civilisation, la source de tout bien, de toute beauté, de toute vérité. « Il ne faut pas oublier, lit-on déjà dans Fichte, que tout ce qui fait le trésor commun de la république des peuples européens, tout ce qui caractérise les citoyens : générosité, humanité, chevalerie, galanterie, sont des traits originaux du caractère allemand ⁽¹⁾. » Et bientôt Hegel, renchérissant sur lui, déclarera : « L'esprit germanique est l'esprit du monde moderne, dont la fin consiste à réaliser la vérité absolue en tant qu'autonomie infinie de la liberté, de cette liberté qui a pour contenu sa forme absolue elle-

⁽¹⁾ *Sämtliche Werke*, 1846, t. VII, p. 573. Cf. CH. ANDLER, *Le Pangermanisme philosophique*, 1917, p. 27.

même. La destinée des peuples germaniques est de servir de supports au principe chrétien ⁽¹⁾. »

Hélas! la réalité devait bientôt démentir le rêve. Si l'Allemagne put croire un instant, au milieu de l'ébranlement révolutionnaire de 1848, qu'elle allait voir s'élever, sur les ruines de l'Ancien Régime, le germanisme rédempteur, l'incapacité politique du Parlement de Francfort ne tarda pas à la faire retomber sous le joug de ses princes, et la réaction qui suivit son sursaut d'idéalisme fut d'autant plus violente qu'il avait soulevé plus de terreurs. Il fallut bien se convaincre que « l'esprit germanique » n'avait pas, parmi toutes ses vertus, celle de se réaliser par lui-même. Pour l'imposer à l'Allemagne et au monde, il était nécessaire de lui fournir une épée. La Prusse devait offrir la sienne.

Singulière ironie des choses qui réservait à cet État artificiel, presque autant slave qu'allemand, né de la conquête et décidé à des conquêtes nouvelles, chez lequel la discipline indispensable à ses fins de guerre s'imposait également à l'armée et au fonctionnarisme, enserrant le peuple dans un absolutisme aussi dur que l'acier d'une cuirasse et dans une organisation mécanique comme celle d'une machine, qui lui réservait, dis-je, de se poser en champion de cette idée germanique dont, au moins, les philosophes et les romantiques n'avaient attendu le triomphe que de son excellence ineffable et de sa supériorité essentielle. Le temps de l'idéalisme était passé sans retour. L'échec de 1815, celui de 1848 en avaient détourné la nation. Elle n'allait plus, à l'avenir, prêter sa confiance qu'à la force.

Est-ce une pure coïncidence ou n'est-ce pas plutôt un effet de ce phénomène, si fréquent en histoire, de la concordance des passions et des idées, qui, au même moment où l'Allemagne se prenait à attendre son salut de la Prusse, l'orienta vers une

(1) ANDLER, *Op. cit.*, p. 44.

conception nouvelle et toute matérielle de la race? Le livre de Gobineau sur l'*Inégalité des races humaines* paraît en 1854, et bientôt cet ouvrage d'un Français, dont les Français n'ont jamais pris au sérieux l'érudition de bric-à-brac, la philosophie de dilettante et les affirmations paradoxales, devient la Bible de cette Allemagne si vaine de sa science et de sa critique. C'est qu'elle y trouvait ce qu'elle cherchait : la justification de ses désirs et de ses appétits. Le « Gobinisme » va remplacer les révélations de Fichte et de Hegel. Abandonnant les hauteurs nuageuses de la métaphysique, il se place résolument sur un terrain soi-disant scientifique. Il répartit l'humanité en races inférieures et en races supérieures, en brachycéphales et en dolichocéphales. Le pullulement des premiers menace d'abîmer la civilisation dans un métissage universel. Elle ne peut être sauvée que par la domination des hommes à crâne allongé, c'est-à-dire des Aryens, dont les Germains sont, dans l'Europe moderne, les purs représentants. Rien de plus simple, rien de plus vrai aussi, pour ceux qui jugent de la vérité suivant sa concordance avec leurs désirs.

Richard Wagner fut, auprès de ses compatriotes, l'introduit deur du Gobinisme, et l'on peut croire sans malveillance que la rancune du maître contre la France ne fut pas sans influencer son admiration pour ce Français qui « reléguait sa patrie dans le sous-sol de l'humanité et en destinait la population à une décadence irrémédiable (1) ». Mais combien l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne de Bismarck, était merveilleusement préparée au nouvel évangile! Les guerres de 1864, de 1866, de 1870 l'avaient soumise à l'hégémonie prussienne. C'en était fait des aspirations démocratiques des hommes de 48. On se prenait à révéler dans l'officier et dans le *junker*, double aristocratie qui, au fond, n'en fait qu'une, les porteurs d'une organisation poli-

(1) J. FINOT, *Le préjugé des races*, 1906, p. 17.

tique et sociale supérieure, puisqu'elle avait abouti au succès. On se croyait d'autant plus moderne que l'on tournait plus résolument le dos au présent, que l'on méprisait davantage libéralisme et parlementarisme, et que l'on adorait avec plus de ferveur l'« organisation » prussienne, sans s'aviser qu'elle n'était qu'une survivance de l'absolutisme monarchique et bureaucratique du XVIII^e siècle, méthodiquement appliqué, pour les employer à son profit, aux tendances de notre époque. Les progrès de l'industrie poussaient dans le même sens. Contre les revendications ouvrières, les capitalistes et les nouveaux riches ne voyaient de salut que dans la Prusse autoritaire et militariste. Et il se faisait que cette diffusion croissante du culte de la force tournait en faveur du Gobinisme. Car Gobineau s'en cachait à peine : sa glorification du Germain n'était qu'une conséquence de sa haine de la démocratie, produit funeste de la mentalité grossière des brachycéphales. Ainsi, l'opposition des doctrines politiques se transformait en une opposition de races. Les idées égalitaires de la France étaient condamnées par raison ethnographique, comme la tare indélébile d'un peuple dégénéré. Le Germain devait se prouver à lui-même, par l'orthodoxie de son conservatisme, la pureté de ses origines. Tout se tenait en une parfaite harmonie. Les intérêts des Hohenzollern, ceux de la caste militaire et ceux de l'aristocratie prussiennes, ceux des *Schwerindustriellen* et des magnats de la finance conspiraient également en faveur du germanisme, disons mieux, en faveur du pangermanisme.

En effet, la doctrine ne postule pas seulement, à l'intérieur, l'absolutisme de l'État national, elle le pousse encore à revendiquer au dehors l'hégémonie qui lui revient de par la suprématie naturelle de la race. « Nous avons reconnu en nous, écrit von Bernhardi, un facteur aussi puissant que nécessaire du développement de l'humanité entière. La conscience que nous avons prise de ce fait nous impose l'obligation de faire valoir, aussi loin que possible, notre influence intellectuelle et morale,

et de frayer, dans le monde entier, une voie libre au travail allemand et à l'idéalisme allemand. Mais ces tâches supérieures de civilisation, nous ne pouvons les remplir que si notre œuvre civilisatrice est portée et soutenue par une croissante puissance politique, puissance qui doit trouver son expression dans l'accroissement du domaine colonial, l'extension du commerce extérieur, la diffusion plus grande du germanisme dans toutes les régions de la terre et, avant tout, dans le complet affermissement de notre puissance en Europe (1). »

Ainsi, la domination que les Allemands revendiquent sur le monde apparaît comme fondée sur la nature. Il suffit qu'ils « prennent conscience » de leur supériorité de race pour qu'ils en proclament la nécessité. Et cette conscience, comment ne les inonderait-elle pas de ses clartés? Ne correspond-elle pas providentiellement aux intérêts d'une nation chez laquelle les appétits de puissance et de richesse se sont substitués à l'idéalisme de jadis? La suprématie militaire et la suprématie économique de l'Allemagne d'après 1870, peuvent-elles laisser le moindre doute sur la légitimité de ses ambitions? A quoi bon s'embarasser ici de scrupules et de morale? D'avance, le germanisme répond à tout. Il porte en lui-même sa justification. Il s'impose comme un fait irréfragable. On ne le discute pas; on le prouve, et on ne peut le prouver qu'en l'imposant. La race supérieure peut-elle s'abstenir de développer ses forces et ses énergies au profit des races dégénérées qui l'entourent? Non, évidemment. « Il est de l'intérêt de l'humanité que ce soit le peuple le plus actif, le plus vigoureux, le plus prêt aux sacrifices, bref, le peuple le plus capable de culture qui ait la plus grande quote-part de la population et de la surface du globe (2). » Or, qui niera que ce peuple soit celui des Germains? Vous avez, dites-vous, quel-

(1) ANDLER, *op. cit.*, p. 386.

(2) *Ibid.*, p. 340.

ques doutes sur l'excellence de sa *Kultur*. Vous voudriez examiner ses idées avant d'être contraint de les subir. Hésitations futiles d'une mentalité rétrograde. Mettez-vous en question la prééminence de l'aigle sur l'alouette, du loup sur l'agneau? La raison du plus fort est toujours la meilleure... *quia ego nominor leo* (1).

On croira peut-être que j'exagère. Qu'on lise donc, si l'on en a le courage, la littérature pangermaniste des dernières années. Que l'on parcoure les élucubrations des Julius Langbehn, des Friedrich Lange, des Ludwig Woltmann, des Heinrich Driesmans, des Houston-Stewart Chamberlain, des Joseph-Ludwig Reimer, des Klaus Wagner, des Friedrich von Bernhardt (2), et que l'on dise si jamais plus brutale affirmation du droit de la race, mépris plus complet de la justice et de la pitié, adulation plus monstrueuse de la force, de la guerre, de la conquête, bref, négation plus hardie de tout ce que l'humanité a considéré comme respectable et sacré, de tout ce que la civilisation nous a lentement et péniblement transmis de vérités morales, s'est

(1) Je m'en voudrais de ne pas citer ici ces quelques lignes de Werner Sombart, *Händler und Helden* (Munich-Leipzig, 1915), p. 143 : « So sollen wir Deutsche in unserer Zeit durch die Welt gehen, stolz, erhabenen Hauptes in dem sicheren Gefühl, das Gottesvolk zu sein. So wie des Deutschen Vogel, der Aar, hoch über allem Getier dieser Erde schwebt, so soll der Deutsche sich erhaben fühlen über alles Gevölk das ihn umgiebt, und das er unter sich in grenzenloser Tiefe erblickt. » Pour apprécier toute la gravité de la maladie morale dont ces mots sont le symptôme non équivoque, il faut savoir que leur auteur enseigne l'économie politique à l'Université de Berlin.

(2) On en trouvera des passages caractéristiques dans le remarquable ouvrage de M. Andler, déjà plusieurs fois cité au bas de ces pages. Pour l'état d'esprit correspondant à la doctrine, il sera intéressant de consulter le recueil d'articles de journaux et de brochures, compilé, peu de temps avant la guerre, par un des rares esprits clairvoyants qui signalaient le péril, sans pouvoir convaincre personne : O. NIPPOLD, *Der deutsche Chauvinismus* (Berlin, 1913). Je n'y relèverai (p. 73) que l'étonnant compte rendu de la séance du 25 octobre 1912 du groupe berlinois de l'*Alldeutscher Verband*. Il s'agit du discours d'un Dr Schmid, dont l'assemblée exprima le désir de voir le texte répandu dans toute l'Allemagne par millions d'exemplaires. On y trouve une glorification de la guerre « vom biologischen Standpunkte aus », comme *créant* et conservant les États.

jamais rencontrée chez aucun peuple, à aucune époque. Et le plus terrible, ce n'est pas que des publicistes fanatiques aient répandu ce poison parmi la masse, le plus terrible, c'est que les philosophes, les historiens, les économistes, les philologues et les sociologues n'aient pas résisté à la contagion, et qu'elle ait infecté ces universités allemandes que l'étranger, cependant, continuait à admirer béatement comme de serènes écoles de science et de critique. Et, sans doute, leur outillage pouvait passer pour un modèle, leurs laboratoires, leurs bibliothèques, leurs séminaires nous faisaient envie et leur production scientifique restait aussi active que jadis. Mais que dire de l'esprit qui les animait ! L'apologie de la Prusse, l'apologie du nationalisme allemand, du génie allemand, de l'art allemand, de la politique allemande, des ambitions allemandes, voilà ce qui s'y déversait à jet continu de la chaire des maîtres dans les crânes dolichocéphales des auditeurs et y fomentait des passions d'autant plus redoutables qu'elles s'imaginaient fondées sur la science. Des générations d'étudiants se formaient là, pour qui rien au monde n'existait plus que l'Allemagne, pleins d'un incommensurable mépris pour le reste de l'univers, le considérant comme un champ ouvert à la conquête germanique et attendant avec impatience le moment de la lui imposer. Témoin de cet état d'esprit, un jeune Belge, qui étudiait à Heidelberg dans l'été de 1913, m'écrivait ces paroles prophétiques : « S'ils font la guerre, ils la feront comme des Huns... (1). »

(1) J'emprunte les lignes suivantes à une autre de ses lettres, du 11 juin 1913 : « Nous autres, qui sommes habitués à une certaine liberté de penser et d'ailleurs de critique, nous nous sentons mal à l'aise parfois au milieu de gens qui vous déclarent tout net, forts de l'approbation de leurs voisins, que vouloir faire intervenir la justice dans les questions internationales, est une idée de lâche, idée qui, d'ailleurs, se comprend chez un Belge, un Hollandais ou un Suisse, vu que ces pays, qui sont nécessairement appelés à disparaître lors de la grande tourmente internationale, ne sont pas assez forts pour lutter... La conquête, pour eux, est une chose naturelle et surtout celle de la Hollande et de la Belgique, pays germaniques... Si

Ils l'ont faite ainsi en effet; leur politique et leurs stratèges ont été aussi abominables et, disons-le, aussi aveugles les uns que les autres. C'est que leur conception du nationalisme de race non seulement pervertit le cœur, elle ne fausse pas moins l'esprit. Quel compte tenir encore de l'humanité quand on la détruit en la répartissant en deux catégories : celle des Germains à qui, de par leur excellence, tout est permis, et celle des autres, que leur abjection destine à tout supporter? Comment apprécier l'adversaire à sa valeur lorsque, à l'avance, le dédain qu'il excite empêche de le juger sagement? L'adoration de soi-même et le mépris des autres avaient livré les Allemands à toutes les illusions du chauvinisme le plus monstrueux et j'ose dire le plus « colossal » qui ait jamais été. Victimes des préjugés de leur orgueil, ils se vantaient de leur isolement, ils se glorifiaient de n'avoir que des ennemis, ils prenaient la répulsion que provoquait leur *Kultur* pour la jalousie exaspérée de rivaux impuissants. Si parfois, dans une heure de doute, l'un d'eux cherchait à légitimer la supériorité que les Germains revendiquaient sur l'univers, qu'alléguait-il en sa faveur? L'organisation! Comme si l'organisation, quand elle ne s'inspire d'aucune idée de droit et de justice, quand elle est mise au service d'un État réactionnaire, quand elle ne vise qu'à l'asservissement d'autrui, n'était pas d'autant plus odieuse qu'elle est plus puissante. L'Allemagne se targuait avec complaisance d'être en Europe le seul peuple

au cours, le professeur prononce une phrase sur l'idéal national, ils applaudissent. Les élèves de C... ont donné leur démission d'une société d'étudiants, parce que Norman Angel y avait parlé de paix. » — W. Schücking (*Die deutschen Professoren und der Weltkrieg*, 1915, p. 4) constate que « die Vertreter der Geisteswissenschaften seit Jahrzehnten in Deutschland vorzugsweise nach rückwärts orientiert sind, dass Z. B. für die neueren Historiker in der grossen Mehrzahl die nationale Einigung im Jahre 1870 noch den Brennpunkt ihres Denkens ausmacht. Von diesem Standpunkte alldeutsch gefärbter nationalliberaler Gesinnungen aus, die für das Denken unserer Professoren charakteristisch sind, gab es zwischen Deutschland und dem Auslande keine geistige Brücke mehr, die man mit Erfolg hätte beschreiten können. »

moderne. Moderne, elle l'était sans doute par ses machines, par son armement, par les progrès évidents de sa technique. Mais est-ce cela qui mène le monde? La richesse et l'appétit de puissance avaient chez elle tué l'idée. Elle était devenue incapable de comprendre les tendances et les besoins moraux d'une époque qu'elle prétendait conduire. Elle n'avait que sarcasmes pour les efforts des démocraties, soucieuses de substituer à la guerre des moyens plus humains de régler les contestations internationales. Cette société des nations, dans laquelle elle sollicite aujourd'hui d'être admise, elle en rejetait hautainement les principes par son opposition aux tentatives d'arbitrage et aux propositions de désarmement. Comme elle se voyait seule, elle prétendait avoir pris l'avance, ne voulant pas s'avouer qu'elle fût distancée. Depuis Bismarck, elle n'avait rien oublié et rien appris. Le génie rétrograde du fatal *junker* l'avait orientée en arrière. Elle retournait sans s'en douter à l'Ancien Régime avec sa royauté de droit divin, sa subordination de tous à l'État, sa bureaucratie omnipotente. D'année en année se multipliaient les *Excellenzen*, les *Geheimräte*, les titres byzantins qui impriment le cachet de la servitude sur ceux qui les reçoivent. Ses historiens abommaient la Révolution française au profit de Napoléon et de Louis XIV. Sous prétexte de germanisme, sa pensée et sa morale redevenaient celles d'il y a deux cents ans. Von Bernhardi, dans sa hideuse justification des cruautés de la guerre, ne faisait, sans le savoir, que répéter Louvois.

Nous voyons maintenant où l'ont menée et où devaient nécessairement la mener les doctrines néfastes qu'elle avait prises pour guide. L'expérience est trop éclatante pour qu'elle ne soit pas décisive. C'en est fait sans doute, et pour toujours, de cette théorie des races au nom de laquelle l'Allemagne revendiquait si brutalement pour le germanisme la maîtrise du monde. Les sophismes qui l'étaient se sont trop lamentablement, je dirais presque trop ridiculement écroulés, si un tel mot était permis à propos d'une catastrophe aussi formidable.

Non, il n'est pas vrai que les caractères physiques des peuples les répartissent en groupes hostiles, destinés à se ruer les uns sur les autres dans une mêlée sans fin. Non, il n'y a pas de race élue, de race prédestinée par la nature, et le sang de nos veines n'a rien de commun avec les idées que nous professons. La civilisation est l'œuvre commune de l'humanité tout entière; elle n'est le monopole de personne. Comme le commerce des marchandises, celui des idées suppose le jeu perpétuel des échanges. Malheur à la nation qui se replie sur soi-même, ne prétend rien devoir qu'à son génie propre et ne voit, dans l'influence étrangère, qu'une cause fatale d'abâtardissement. Sans doute, chaque nation diffère de ses voisines comme chaque homme de ses voisins. Mais ces différences, au lieu de les séparer les unes des autres, les appellent à collaborer ensemble au progrès général. S'il est incontestable que l'on rencontre dans les profondeurs mystérieuses de l'inconscient, des prédispositions caractéristiques, celles-ci des gens du Nord, celles-là des gens du Midi, et qui se révèlent et s'expriment au moyen des arts, il est impossible, en revanche, d'établir un rapport quelconque entre les idées et les races. Ce qui détermine partout l'activité nationale, ce sont les circonstances, les besoins, la situation géographique, les destinées historiques, un trésor commun de souvenirs et de traditions, et, plus encore peut-être, les influences qui ont agi sur elle, et qui l'ont appelée à réagir. Pas plus qu'il n'y a de race pure, il n'y a de culture nationale indépendante. Tout peuple est un syncrétisme, et l'originalité de chacun d'eux est faite de la substance de tous les autres. Au fond, la nature humaine est partout la même, et les modalités qu'elle présente de peuple à peuple ne découlent point des génies divers de ces peuples, mais de l'éducation collective qu'ils tiennent de leur histoire. De même que l'éducation est pour les individus le fondement de la moralité, elle l'est aussi pour les nations. C'est elle, ce n'est point la nature qui fait que les unes sont saines et les autres perverses.

Il n'est pas moins faux qu'il y ait un rapport nécessaire entre la race et la langue. La langue, elle aussi, nous est donnée par l'histoire. Nous la parlons non point parce qu'elle fait partie de nous-mêmes, mais parce que nous l'avons reçue quelque jour d'un voisin plus fort ou plus cultivé que nous. Elle aussi est un emprunt, et c'est aussi une « grande illusion » que de la considérer comme innée en nous. Il est impossible d'affirmer qu'aucune race d'hommes parle encore sa langue primitive, et, pour quantité de peuples, la démonstration est trop facile. Les Ibères et les Celtes n'ont-ils pas abandonné leurs idiomes pour adopter le latin; l'arabe ne s'est-il pas substitué en Afrique et en Asie à d'innombrables parlars nationaux, et que subsiste-t-il, dans l'anglais moderne, du langage des Anglo-Saxons? Comme tout le reste, les langues vivent et meurent, mais les peuples qui les parlaient ne disparaissent pas avec elles. Car la langue n'est pas la source de nos idées, elle n'en est que l'expression. Elle peut changer et elle change sans que changent les idées dont elle était l'instrument. L'Irlande d'aujourd'hui a abandonné le celtique pour l'anglais. En est-elle moins irlandaise? Et inversement, que de ruptures l'histoire ne nous montre-t-elle pas entre peuples de même langue! La communauté linguistique n'a pas empêché les États-Unis d'Amérique de se détacher de l'Angleterre, ni les colonies espagnoles de l'Espagne. En réalité, l'identification du peuple avec la langue n'est qu'une survivance de la doctrine romantique du *Volksggeist*, du génie national.

Or, à étudier les choses de près, on remarque sans peine que ce fameux « génie national » n'est qu'une abstraction personnifiée, une expression littéraire dépourvue de toute valeur scientifique. Veut-on le saisir, il fuit entre les doigts, et la meilleure preuve de son inanité se trouve dans les affirmations contradictoires de ceux-là mêmes qui prétendent le démontrer. C'est un Protée qui prend toutes les formes. Il échappe à toute définition. Il est tantôt ceci, tantôt cela; il parcourt l'histoire

comme un feu follet et, à vrai dire, il n'est rien autre chose. Jadis, on nous donnait le génie national de l'Allemand comme individualiste et démocrate; nous avons appris récemment qu'il est aristocrate et autoritaire. Celui des Français est, suivant les uns, monarchique et traditionnaliste, suivant les autres, il se distingue avant tout par son esprit révolutionnaire. La Réforme, nous dit-on, est une manifestation du génie national de l'Allemagne. On oublie seulement que le calvinisme est né en France et que Genève a été le centre de son expansion mondiale. Bref, chaque fois que l'on serre de près la réalité et qu'on lui demande l'explication des choses au lieu de la lui imposer, on voit s'évanouir le décevant mirage. Or, si le génie national existait, il devrait se manifester comme une force constante partout et toujours, à la manière de la loi de l'attraction ou de celle de la gravitation. Mais il est trop facile de voir que ce que l'on appelle ainsi, ce n'est autre chose que l'état mental d'un peuple à un moment donné de son histoire, que l'on généralise et que l'on projette à la fois sur tout le passé et sur tout l'avenir. On prend pour permanent ce qui est transitoire, on fait de ce qui n'est qu'une phase de la civilisation d'un groupe d'hommes, le caractère indélébile d'une prétendue âme collective (1). Au vrai, il n'y a pas de génies nationaux, il n'y a que des civilisations nationales. Et ces civilisations vont se transformant sans cesse, passant continuellement d'une idée à une autre, d'autant plus fécondes en changements qu'elles sont plus riches et plus actives, d'autant plus puissantes qu'elles sont plus largement ouvertes sur le dehors, plus accueillantes aux apports de l'exté-

(1) Je ne suis pas fâché de l'occasion qui s'offre de dissiper un léger malentendu. On m'a fait bien souvent l'honneur de m'attribuer la paternité d'une expression devenue courante : l'âme belge. En réalité, je n'ai jamais parlé de cette âme à laquelle je ne crois pas plus qu'à une âme française ou à une âme anglaise. Mais j'ai très souvent parlé, parce que j'y crois très fermement, de nation et de civilisation belges. J'ai essayé de montrer plus haut que ce n'est pas là une simple affaire de mots.

rieur, plus réfractaires enfin à ce prétendu « génie » auquel on prétend les soumettre pour les enfermer, sous prétexte d'originalité, dans un orgueil impuissant comme celui de l'Espagne ou agressif comme celui de l'Allemagne.

Il est temps de conclure. De quelque côté qu'on l'envisage, le pangermanisme, ou, si l'on veut, le nationalisme allemand, nous révèle son erreur fondamentale : il a méconnu dans l'homme la nature humaine. Il a grossi à l'excès des différences qui, à les apprécier à leur valeur, ne sont, en somme, que superficielles. Il en est venu à faire de l'histoire une espèce de zoologie, à ne plus voir dans les peuples ce qu'ils sont, c'est-à-dire des êtres spirituels, et à parler, en termes d'éleveur, de nations de métis, de nations bâtardes et de nations pures. Il n'a que trop mérité ces paroles de Grillparzer que M. Michel Bréal citait en 1891 et que les faits ont si formidablement justifiées :

Der Weg der neuen Bildung geht
Von Humanität
Durch Nationalität
Zur Bestialität ¹⁾.

Et sa catastrophe est consolante puisque, à l'envisager du point de vue où nous nous sommes placés, elle est le résultat du triomphe de l'idée d'humanité sur l'idée de race. La vérité scientifique et la vérité morale ont vaincu en même temps que nos armées. La société des nations qui s'élabore sous nos yeux est la meilleure preuve de la parenté qui unit les uns aux autres les peuples civilisés, quelle que soit la source du sang qui coule dans leurs veines. le chiffre de leur indice céphalique et la langue qu'ils parlent ⁽²⁾.

(1) M. BRÉAL, *Le langage et les nationalités*, dans *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1891, pp. 615 et suivantes.

(2) Dans son célèbre entretien du mois d'août 1914 avec sir Ed. Goschen, M. von Bethmann Hollweg s'exclamait avec horreur sur l'attitude de l'Angleterre, « nation parente de l'Allemagne ». C'est que, en bon pangermaniste, la parenté des peuples

II.

Du martyre que l'Allemagne a fait souffrir à la Belgique pendant une occupation de quatre ans et demi, le nationalisme germanique n'est pas moins responsable que le militarisme. Je voudrais, dans les pages qui suivent, jeter un coup d'œil sur sa rencontre avec notre histoire et avec notre peuple.

Avant la guerre, il ne s'était guère occupé ni de l'une ni de l'autre. Pourquoi l'aurait-il fait? Notre faiblesse ne l'inquiétait pas, et il méprisait tout ce qui est faible. Depuis 1830, d'ailleurs, la Prusse n'avait cessé de nous témoigner une froideur assez hargneuse. Notre révolution contre un roi de droit divin et qui, au surplus, était étroitement apparenté aux Hohenzollern, le libéralisme de notre Constitution, nos bons rapports avec la France et l'Angleterre l'avaient froissée d'autant plus qu'elle s'était trouvée incapable de les empêcher. Il la gênait de voir triompher sur sa frontière occidentale des idées qu'elle aidait de si bon cœur son grand ami, le tzar de toutes les Russies, à étouffer en Pologne. Notre catholicisme ne l'irritait pas moins que notre libéralisme. Sa liberté à l'égard de l'État l'inquiétait pour la suprématie qu'elle revendiquait chez elle sur l'Église

ne résultait pour lui que de la communauté de leur origine ethnique et des caractères philologiques de leurs langues. Vers la fin de la guerre, la même manière de voir s'est manifestée de façon tout à fait cocasse et presque bouffonne, dans l'envoi, en 1918, par les Finlandais germanophiles, au Parlement de Buda-Pesth, d'une ambassade chargée de le congratuler du chef de l'origine finnoise des deux peuples. Ces Finlandais étaient de bons élèves. Gageons que ceux d'aujourd'hui ont oublié la leçon et se préoccupent fort peu d'une descendance qui d'ailleurs, en même temps que des Hongrois, ferait d'eux les frères des Turcs. Nos descendants auront peine à comprendre l'aberration d'une politique qui, pour légitimer ses ambitions, demande des arguments à la philologie comparée. Les monarques absolus du XVII^e et du XVIII^e siècle fondaient les leurs sur la filiation généalogique des maisons princières. Au moins c'était plus clair. Quant aux peuples, ils se préoccupent fort peu de savoir si on les revendique, sans les consulter, par raison d'héritage ou par raison linguistique.

comme sur toutes choses. En 1845, Frédéric-Guillaume IV prédisait au baron de Stockmar que la Belgique, habitée par un peuple turbulent et désobéissant, et dotée d'une Constitution qui rendait tout gouvernement impossible, était destinée à disparaître bientôt. Le rapprochement que les visées annexionnistes de Napoléon III sur notre pays provoqua vers 1860 entre les cabinets de Bruxelles et de Berlin, n'améliora pas les rapports des deux peuples. Après 1870, ils devinrent même tout à fait désagréables. Durant le *Kulturkampf*, Bismarck menaçait ouvertement nos ministres, coupables de laisser les journalistes belges user de leur droit constitutionnel d'apprécier sans ménagements les brutalités de sa politique, cependant qu'il permettait à Treitschke d'insulter dans ses cours nos rois et notre nation. Plus tard, l'agitation socialiste donnait un nouveau sujet de récrimination. Le Congo en fut un autre. Tous ceux qui, depuis un quart de siècle, ont lu avec quelque attention la presse allemande, savent de quel ton elle avait coutume de parler de nous. Elle nous dépeignait comme un ramassis de révolutionnaires et d'anarchistes, ignorants, fanatiques, incapables de se gouverner et destinés à bref délai à la dissolution politique et sociale.

Je ne veux pas dire que tout était injuste dans ces diatribes. Nous avons, nous avons peut-être encore des défauts, de graves défauts, mais nous avons aussi une qualité très éminente, une qualité qui, pour un peuple, est la condition de toutes les autres : nous étions vivants, et nous l'étions parce que nous étions libres, à moins que notre liberté n'ait été justement une conséquence de l'exubérance même de notre vie nationale. Et cette liberté, c'est cela, qu'on le remarque bien, qui provoquait chez nous ces sympathies pour la France et l'Angleterre dont les gens de Berlin et leurs journaux se dépitaient si fort. Convaincus de leur supériorité, de la supériorité du germanisme, ils ne nous pardonnaient pas de n'en être pas convaincus comme eux, et ne voulaient pas admettre que notre amitié allât tout

naturellement à ceux de nos voisins dont les idées étaient les plus proches des nôtres. « On se moque de vous à Paris », nous criaient-ils. Cela arrivait parfois, en effet. Mais combien cette moquerie était légère, comparée au mépris rogue et aux leçons pédantesques dont on nous assommait au delà du Rhin.

L'Allemagne ne nous comprenait donc pas. Elle dédaignait de nous comprendre : il lui suffisait de nous condamner. Peut-être cette condamnation préalable n'était-elle, d'ailleurs, qu'un moyen de préparer l'opinion au sort qui nous était réservé lors du prochain conflit international ⁽¹⁾. Il apparaissait de plus en plus clairement, en effet, que, pour les pangermanistes, les jours, je ne dis pas seulement de la Belgique, mais de la Hollande, étaient comptés. Il était intolérable de voir ces « petits pays », anciennes dépendances du Saint-Empire, habités par la race germanique, détenir, en face de l'Angleterre, les côtes de la mer du Nord. Depuis une vingtaine d'années, l'attitude du gouvernement de Berlin à leur égard était aussi significative que celle de Louis XIV lors de son avènement, à l'égard des Pays-Bas espagnols. La seule différence, c'est que Louis XIV ne s'en prenait pas au peuple des Pays-Bas, mais à l'Espagne, et qu'il invoquait en faveur de son ambition des droits dynastiques, tandis que l'Allemagne fondait la sienne sur sa prétendue com-

¹⁾ Je lis ceci dans le compte rendu d'une assemblée de l'*Alldeutscher Verband* à Hanovre, le 15 avril 1912 : « Der Marokkotreit hat die allgemeine Aufmerksamkeit im Deutschen Reiche auf England und Frankreich als unsere zu allem entschlossene Gegner gelenkt, und man hat ganz übersehen, dass vor unseren Toren im Nordwesten ein Bundgenosse Frankreichs vorhanden ist, deren Haltung im nächsten Kriege von grossem Einfluss werden kann. Es handelt sich um Belgien, das trotzdem der überwiegende Teil seiner Bevölkerung vlämischer Abstammung ist, doch in seiner amtlichen Politik vollständig in das Fahrwasser der englisch-französischen Politik geraten ist... Einem deutschfeindlichen Belgien gegenüber würde das Reich kein Interesse haben, die Selbstständigkeit des Landes zu schützen, und die selbstmörderische Politik Belgiens könnte es mit sich bringen dass bei dem nächsten europäischen Zusammenstoss das Schicksal dieses Landes besiegelt wird, wenn seine amtliche Politik in der Deutschfeindlichkeit beharrt. » O. NIPPOLD, *Der deutsche Chauvinismus*, p. 71.

munauté de race avec ses futurs sujets. Déjà, en attendant l'annexion des territoires, on annexait notre passé. Le *Deutschtum* réclamait comme siennes la peinture flamande et la peinture hollandaise. Il n'est pas jusqu'à Érasme, dont toutes les idées sont une protestation contre le nationalisme, que l'on ne revendiquât au nom de sa langue maternelle, puisqu'il est né à Rotterdam, encore qu'il n'ait jamais écrit qu'en latin et qu'il méprisât comme barbare tout idiome vulgaire.

Pendant un certain temps, la Hollande parut plus menacée que la Belgique. Mais les conjonctures internationales devaient faire fondre sur nous seuls la tourmente de 1914.

L'Allemagne nous méprisait si fort et nous connaissait si mal qu'il n'est pas tout à fait impossible que son ultimatum du 2 août ait été autre chose qu'une simple hypocrisie. Peut-être bien s'est-elle imaginé que nous accepterions docilement sa sommation de forfaire à l'honneur. Aussi bien l'honneur est-il compréhensible du point de vue de la théorie des races et du dogme de la supériorité germanique? En présence du peuple élu, quelle autre attitude peut-on concevoir que celle d'une soumission déférente et empressée? Chiffons de papier que les traités, mais chiffons de papier aussi que les scrupules de la dignité et les lois de la morale, du moment qu'on les invoque contre les maîtres du monde. « Sacrifier ses propres intérêts à ceux d'un État étranger sous quelque prétexte que ce soit, enseigne von Bernhardi, est une action toujours immorale, parce qu'elle est en contradiction avec l'affirmation de soi-même, qui est le devoir le plus nécessaire de l'État. La faiblesse doit être dénoncée comme la faute politique la plus répréhensible et la plus méprisable. Elle est, comme dit si bien Treitschke, le péché contre le Saint-Esprit de la politique ⁽¹⁾. »

Hélas! nous n'avons que trop de raisons de savoir que ce péché, l'Allemagne ne l'a pas commis à notre égard. Du jour où,

(1) ANDLER, *op. cit.*, p. 390.

fidèles à nous-mêmes comme à l'Europe, nous nous sommes dressés sur son chemin, sans tenir compte de notre faiblesse ni de sa puissance, de ce jour-là, nous n'avons plus été que des criminels. Notre gouvernement, dont quelques heures encore avant le début des hostilités M. von Jagow reconnaissait la correction parfaite, s'est trouvé tout à coup avoir violé lui-même la neutralité belge... contre l'Allemagne. Notre peuple a été représenté comme une horde de sauvages, empoisonnant les puits, crevant les yeux aux blessés, incapable de comprendre les lois de la guerre, et indigne, par conséquent, d'être traité d'après elles. On le lui fit bien voir.... Cependant, les incendies, les fusillades, les déportations ne venaient pas à bout de sa résistance. Notre armée arrêtait l'ennemi sur l'Yser et la bataille de la Marne déjouait l'attentat préparé contre l'Europe. Il fallait s'attendre à une longue guerre et adopter une politique à l'égard de la Belgique occupée.

Le but en était évident : c'était l'annexion directe, ou déguisée. Mais il eût été dangereux et, en tout cas, gênant de l'avouer tout haut. L'énergie patriotique du pays déjouait tous les calculs du terrorisme. Il y eut donc tout d'abord quelque flottement, quelque indécision sur l'attitude à prendre. « Le caractère belge est une énigme psychologique », déclarait von Bissing, et les gazettes parlaient gravement du *Belgisches Problem*, attendant que les communiqués du grand État-Major leur en apportassent la solution. Ce fut le pangermanisme qui la fournit.

Depuis assez longtemps, la question flamande attirait son attention. A vrai dire, il n'y comprenait rien et ne se donnait pas la peine d'y rien comprendre. Il ne voyait pas ou il ne voulait pas voir que c'était là une affaire exclusivement belge, une querelle de ménage, une contestation entre hommes libres qui, les uns comme les autres, étaient parfaitement d'accord sur ceci que personne n'avait à s'immiscer dans leur débat et à leur donner des avis qu'ils ne demandaient point. Quelques violences

de parole, quelques déclarations impatientes avaient pourtant été grossies avec soin. Au reste, les gens accoutumés à l'absolutisme se trompent facilement sur le langage de la liberté. Quoi de plus naturel pour eux que de se représenter la Belgique comme déchirée, ainsi que l'Autriche, par un irrémédiable conflit national? Pouvaient-ils apercevoir, dans nos bruyantes discussions linguistiques, autre chose qu'une réplique de la lutte séculaire qui mettait aux prises en Bohême les Tchèques et les Allemands? Ils n'avaient garde, au surplus, de pousser à fond une comparaison qui est un éclatant défi à la vérité.

Car, de tous les motifs qui, depuis mille ans, fomentent la haine des Tchèques contre les Allemands, pas un seul ne peut être relevé en Flandre. Ici, le français a pénétré pacifiquement depuis le XII^e siècle, favorisé par l'extension du commerce et porté par le courant de la vie sociale; là, c'est la conquête étrangère qui a introduit et imposé l'allemand. En Belgique, les Flamands n'ont jamais cessé de participer aux mêmes droits, aux mêmes fonctions, au même gouvernement que leurs compatriotes wallons; ensemble ils ont siégé depuis le XV^e siècle dans les mêmes États généraux, ensemble ils se sont soulevés contre l'Espagne au XVI^e siècle, ensemble contre l'Autriche en 1789, ensemble contre la Hollande en 1830. En Bohême cependant, c'est, au XIII^e siècle, l'Allemand Rodolphe de Habsbourg qui détruit le royaume slave d'Ottokar; ce sont, au XV^e siècle, les chevaliers allemands qui se ruent contre les Hussites; ce sont, au XVII^e siècle, après la catastrophe de la montagne Blanche, les capitaines allemands de Ferdinand II qui reçoivent les terres et les titres enlevés à la noblesse tchèque, qui se substituent à elle dans toutes les charges, qui réduisent au rang d'ilotes la nation abhorrée; ce sont, en 1848, les troupes de Windischgrätz qui bombardent Prague pour la faire repasser sous le joug un instant secoué; ce sont enfin, en 1914, les régiments tchèques poussés contre leurs alliés naturels, forcés de combattre pour une cause dont le triomphe

consacrera définitivement leur servitude. En réalité, entre l'histoire de la Bohême et celle de la Belgique, le contraste est aussi flagrant qu'entre l'oppression et la liberté. La première nous montre le conflit exaspéré de deux peuples, dont l'un s'est toujours acharné à la conquête et à la domination de l'autre; la seconde nous fait assister au développement parallèle et pacifique de deux groupes d'hommes de langue différente, mais qui néanmoins s'entendent parce que la communauté d'intérêts, le même goût et la même aptitude pour le gouvernement libre, les mêmes habitudes sociales établissent entre eux cette compréhension supérieure, cet *idem velle* et cet *idem nolle* qui font les nations.

Mais le germanisme ne s'embarrasse point de ces constatations de l'histoire. Il est de son intérêt de dominer en Flandre comme il domine en Bohême, et cela suffit. Le même asservissement qu'il fait peser sur les Tchèques depuis six siècles, il va travailler à l'imposer aux Flamands ... sous prétexte de les affranchir.

Sa campagne commence au cours de 1915. Monotone dans ses procédés, elle est imposante par sa discipline. De toutes parts, journaux et revues, livres et brochures ressassent le même thème. La Belgique n'est qu'une création factice de la politique franco-anglaise, l'assemblage contre nature de deux peuples ennemis, de deux « génies nationaux » incompatibles (1). La minorité wallonne y opprime systématiquement la majorité flamande, et, depuis que l'annexion du Congo a déchaîné « l'impérialisme

(1) Le préjugé en faveur du génie des races prend parfois, même sous la plume des graves professeurs qui, espérons-le, rougissent aujourd'hui d'avoir participé à cette campagne, une forme invinciblement comique dans sa naïveté. On apprend par exemple dans K. Hampe, *Belgiens Vergangenheit und Gegenwart* (Leipzig, 1915), p. 50, que la Constitution belge est incompatible avec l'esprit d'individualisme germanique des populations flamandes! M. Hampe retarde en considérant encore l'individualisme comme une vertu germanique, il aurait dû savoir depuis longtemps, ne fût-ce que par la philosophie de son collègue Eucken, qu'il est une tare propre aux Français et aux Anglais. Cependant, puisqu'il le reconnaît comme caractéristique des Flamands, il aurait pu s'aviser que rien n'est plus favorable au développement de l'individualisme que la Constitution belge, dans laquelle tous les

belge », cette oppression est devenue intolérable. Car, pour satisfaire ses appétits de puissance, l'État s'est imprégné de plus en plus d'un caractère « unitaire » et centralisateur, en même temps qu'il a senti le besoin de s'appuyer plus ouvertement sur la France. Il a donc tramé un double complot contre le germanisme : au dedans, en imposant son autorité, c'est-à-dire l'autorité des Wallons qui le dirigent, aux populations flamandes, au dehors, en violant sa neutralité aux dépens de l'Allemagne.

On croit rêver en lisant une falsification aussi patente, faut-il dire aussi éhontée de l'histoire ⁽¹⁾. Peut-être ceux qui, au delà du Rhin, répétaient la leçon imposée, n'étaient-ils pas tous de mauvaise foi. Les Allemands sont si disciplinés et le fanatisme est si aveugle ! Mais sûrement cette excuse ne peut valoir pour les innombrables agents que notre éphémère vainqueur avait envoyés au milieu de nous. Il est impossible qu'ils n'aient pas su qu'ils calomniaient la Belgique en parlant comme ils le faisaient, et qu'ils aient pu colporter, en y croyant, la fable de l'oppression des Belges de langue flamande. Ne se chargeaient-

pouvoirs de l'État sont réduits au minimum. Mais les formules toutes faites sont si commodes ! Et puis M. Hampe ne s'est évidemment pas donné la peine de lire cette « masslos gepriesene belgische Verfassung ! » Sa méprise est d'autant plus burlesque qu'à l'époque où le germanisme n'avait pas encore dépassé la phase romantique, des historiens belges reconnaissent dans la Constitution belge, comme dans la *magna carta* d'Angleterre, des filles directes de l'esprit germanique ! Côté amusant d'une doctrine qui a amené la plus terrible catastrophe de l'histoire !

¹⁾ La seule brochure allemande consacrée pendant la guerre à l'histoire de Belgique qui, à ma connaissance, ne soit pas viciée par le préjugé ou par le mensonge, est celle de M. Veit Valentin, *Belgien und die grosse Politik der Neuzeit* (Munich, 1915). L'auteur reconnaît l'individualité historique de la Belgique et l'impossibilité de l'annexer et d'en dissocier les habitants. Il se contente de la considérer comme un « unschätzbare Fridens Faustpfand ». Il n'en a pas fallu davantage pour soulever contre lui un tolle général dans la presse. Je ne puis m'empêcher de signaler ici, comme un exemple vraiment extraordinaire de l'aberration où la passion peut conduire un esprit d'ailleurs accoutumé aux procédés mécaniques de la critique allemande, la réfutation que M. G. von Below a faite du travail de M. V. Valentin, dans le journal *Der Tag* du 20 août 1915. C'est un cas tout à fait instructif de pathologie intellectuelle.

ils pas, sans s'en douter, de la réfuter eux-mêmes en affirmant et en exagérant même, pour les besoins de leur thèse, la prépondérance numérique des Flamands sur les Wallons? Comment donc aurait-il été loisible à ceux-ci d'imposer leur volonté à ceux-là, dans un pays où le droit électoral attribue à chaque partie de la population une représentation parlementaire strictement proportionnée à son importance?

Au surplus, l'Allemagne avait beau saluer dans la Flandre une sœur malheureuse, sa sympathie était trop récente pour n'être pas suspecte. Quand donc s'était-elle manifestée avant la guerre? Quel appui moral ou matériel avait-elle, jusqu'en 1914, apporté à ce mouvement flamand, qui, tout à coup, la passionnait si fort?

C'est qu'elle ne s'y intéressait, en réalité, qu'en raison des services qu'elle prétendait en tirer. Von Bissing et ses acolytes se sont exprimés sur ce point avec une clarté parfaite ⁽¹⁾. Ce qu'ils entendaient par libération de la Belgique flamande, c'était son assujettissement à l'Allemagne. Quand ils ouvraient à Gand leur *Vlaamsche Hoogeschool*, plus tard, quand ils imposaient au pays la séparation administrative, leur unique dessein était de détruire cette unité belge, cette conscience belge dont ils niaient d'autant plus rageusement l'existence qu'elles s'affirmaient plus hautement devant eux. Ils s'exaspéraient de cette obstination d'un peuple qui repoussait leurs avances avec horreur. Quelle intolérable humiliation que de voir leur germanisme dédaigné par ceux-là mêmes qu'ils déclaraient dignes d'en goûter les bienfaits!

Dès avant la guerre, cependant, la propagande pangermaniste n'avait pas été sans rencontrer, çà et là, parmi nous, quelques adeptes. Pour les esprits dépourvus de critique, pour les âmes

(1) Voy. surtout W. WINTZER, *Das Neue Belgien, Flandern und Wallonien als selbständige Schutzstaaten des Deutschen Reiches*. Essen, 1918

faibles auxquelles la puissance allemande en imposait, pour ceux dont une affirmation emporte d'autant plus l'adhésion qu'elle est plus tranchante, pour ceux enfin que grisait la lourde fumée du grossier encens brûlé devant cette « race » germanique à laquelle ils se flattaient d'appartenir eux-mêmes, les déclamations furibondes venues d'outre-Rhin paraissaient le dernier mot de la science. Elles rencontraient d'ailleurs une certaine audience en Hollande, où, depuis la guerre des Boers, bon nombre d'esprits, par réaction contre l'Angleterre, s'étaient tournés vers l'Allemagne, et, par la Hollande, le poison qu'elles contenaient s'était infiltré dans un groupe, minime à la vérité, de soi-disant « intellectuels » flamands. Cette infiltration était-elle secrètement favorisée par un genre d'arguments auquel les consciences viles ne résistent pas? Je l'ignore, et, au surplus, il n'importe. L'essentiel, c'est que le dogme néfaste, le dogme anti-humain commençait à faire ses ravages et à pervertir chez nous comme il avait perverti en Allemagne, les cœurs et les esprits ⁽¹⁾. Les thèmes convenus, les poncifs démodés sur la supériorité germanique, la décadence latine et la barbarie slave, les rêveries saugrenues des Langbehn et des Chamberlain trouvaient, depuis quelque temps, un écho sympathique. Une petite revue, la *Germania*, était fondée en 1898 pour établir le contact intellectuel entre la Belgique flamande et l'Allemagne, et on y lisait avec étonnement des poèmes à la gloire de Guillaume II. On souriait, et on avait tort de sourire. L'ennemi s'était glissé dans la place. Avec l'adoration du germanisme, c'était l'adoration de l'État prussien, l'adoration de la force, le mépris du droit, de la justice, de la liberté qui s'introduisaient en même temps. Sans doute, l'infection demeurait superficielle. La *Germania*, après cinq ans, disparaissait faute d'abonnés. Chez tous les chefs du mouvement flamand, le loyalisme restait intact.

Mais les bouleversements de la guerre favorisent toujours les

(1) Voy. O. GROJEAN, *La Belgique et le pangermanisme*. Bruxelles, 1906.

minorités fanatiques. Ses remous les poussent à la surface, et il suffit qu'elles se tournent vers l'ennemi pour qu'aussitôt il les soigne avec la même sollicitude que ses propres troupes. Il arriva ce qui devait arriver. Nous nous rappelons tous avec un sursaut de dégoût l'apparition de ces abominables petits journaux qui, ceux-ci en français, comme le *Bruxellois* ou la *Belgique*, ceux-là en flamand, comme la *Vlaamsche Post*, la *Gazet van Brussel*, les *Vlaamsche Nieuws*, d'autres encore, entreprenaient, avec une impudence croissant à mesure que les victoires allemandes rassuraient la lâcheté de leurs rédacteurs, une odieuse campagne contre le gouvernement tout d'abord, puis contre l'État, puis enfin contre la nation belge. Ils répétaient — dans quel style et avec quelle vigueur de pensée! — toutes les calomnies forgées par l'Allemagne. On y trouvait une caricature si grotesque de notre histoire, une description si mensongère de notre état social, une méconnaissance si complète de nos traditions et de notre esprit public que l'on se demande si l'ignorance ne l'y emportait pas encore sur la mauvaise foi. Les *Kommandanturen* et les *Zenzurstellen* n'avaient garde de rappeler à l'ordre ces bachi-bouzouks. Ils servaient trop admirablement leurs desseins. Ne prênaient-ils pas la science des professeurs de la *Vlaamsche Hoogeschool*, le Goettingue flamand? Ne portaient-ils pas aux nues le courage civique, l'éloquence et la perspicacité des hommes d'État du *Raad van Vlaanderen*? Ne feignaient-ils pas de trouver trop modérée la politique de von Bissing? Ne réclamaient-ils pas la déposition du roi et la création d'un royaume de Flandre? S'échauffant au contact de leurs collègues berlinois, ils se mettaient à invoquer comme eux le droit historique en faveur de leurs revendications de race, et parlaient d'annexer à leur royaume la Flandre française, l'Artois, le Boulonnais. Ils se rappelaient que Jacques van Artevelde avait jadis assiégé Calais. Ils oubliaient seulement qu'il l'assiégeait aux côtés du roi d'Angleterre. On rencontre tout dans l'histoire; mais l'on n'est pas forcé de dire tout ce qu'elle renferme...

D'ailleurs les « activistes » n'en avaient qu'une connaissance assez vague. Avec plus de science, ils y eussent découvert un épisode où, peut-être, ils se fussent reconnus.

C'était en 1477. Charles le Téméraire venait de tomber devant Nancy, laissant à sa fille, Marie de Bourgogne, les Pays-Bas désemparés, mécontents et travaillés par les intrigues de Louis XI. Admirable occasion de revanche pour les partisans de ces privilèges municipaux surannés que les ducs de Bourgogne avaient violés si ouvertement. Les artisans gantois n'y manqueraient pas. Ils se hâtèrent d'envoyer des ambassadeurs au roi de France, comptant bien l'intéresser à leurs franchises. Louis XI, il est vrai, méprisait de tout son cœur ces petits bourgeois, mais, passé maître dans l'art de se servir des hommes, il ne manqua pas de les mener où il voulait. Leur particularisme favorisait trop bien ses projets contre l'État bourguignon. Il combla de caresses ces « grosses gens de mestier qui n'avoient nulle connoissance de grands choses ni de celles qui appartiennent à gouverner ung estat ⁽¹⁾ ». Si le roi leur eût demandé, outre le comté d'Artois, ceux de Namur et de Hainaut « et tous les subjectz de ceste maison de Bourgogne qui sont de la langue françoise, ils l'eussent volentiers faict pour affaiblir leur seigneur ⁽²⁾ ». Ils étaient incapables, en effet, de comprendre qu'en travaillant contre leur seigneur, ils travaillaient contre eux-mêmes, puisque c'était justement la puissance de leur prince qui garantissait contre les tentatives françaises l'indépendance flamande. Simples instruments dans la main du plus grand politique du temps, ils se laissèrent berner par lui, aveuglés par

(1) PHILIPPE DE COMINES, *Mémoires*, éd. de Mandrot, t. I, p. 433.

(2) Louis XI songeait, en effet, à s'emparer des provinces de langue française de l'État bourguignon. Il les fit même, sans succès, travailler dans ce dessein. (Voy. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. III, 2^{me} édit., p. 46.) C'est là la première et infructueuse tentative faite pour transformer la frontière linguistique en une frontière politique. Au XV^e siècle comme au XX^e, l'ambition politique essaya vainement de se servir de la question des langues pour désunir le pays et s'en emparer.

leurs passions particularistes, se fiant naïvement à la sympathie qu'il affectait pour leur cause et croyant diriger les événements dans lesquels il les entraînait. Ils s'aperçurent trop tard qu'ils avaient été pris au piège. Mais quoi, « ce n'estoient que bestes, dit Philippe de Comines, et gens de ville mal accoustumés de besongner en si grans matières ⁽¹⁾ ».

Sans doute, ce serait faire trop d'honneur à von Bissing que de le comparer à Louis XI, et l'idée de flétrir les Gantois de 1477 en leur infligeant un ignominieux parallèle avec les « activistes » d'aujourd'hui ne viendra à l'idée de personne. Pourtant le rapprochement s'impose entre des situations identiques, malgré la différence des personnes. De part et d'autre, dans la comédie du XV^e siècle comme dans la tragédie du XX^e, les ressorts du drame sont les mêmes, les acteurs se ressemblent et la pièce se développe de la même manière. Ici et là, un groupe de fanatiques est le jouet stupide et malfaisant de la politique étrangère. Des deux côtés, les passions surexcitées doivent également amener un dénouement qu'elles n'ont pas prévu. De même que Louis XI bernait les Gantois, de même von Bissing, Bethmann-Hollweg, Michaëlis et Hertling se moquaient de leurs amis activistes, « simples marionnettes dont ils tenaient les fils. Les machiavels de Berlin ont dû bien rire entre eux des délégués du Conseil de Flandre, tout fiers et tout émus de vider un verre de bière avec Son Excellence le Chancelier ⁽²⁾. » Que l'on suppose en 1477 le triomphe de la France, en 1918 celui de l'Allemagne — quel eût été le sort de cette Flandre que l'une comme l'autre se targuaient de protéger, celle-là contre l'oppression bourguignonne, celle-ci contre l'oppression wallonne? Poser la question, c'est trop évidemment la résoudre. Ce sort, c'eût été, en un temps plus ou moins rapproché, l'annexion pure et simple, et l'on eût vu quel avenir cette annexion réservait,

⁽¹⁾ COMINES, *loc. cit.*, t. I, p. 424.

⁽²⁾ BARON BEYENS, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juillet 1918, p. 152.

au XV^e siècle, aux franchises urbaines, au XX^e, à l'autonomie flamande.

Le fatal préjugé de la race et de la langue a donc entraîné les mêmes conséquences pour toutes ses victimes. Il a poussé l'Allemagne à l'abîme et les « activistes » à la trahison. Il s'est même rencontré dans les provinces wallonnes des gens qui s'en sont trouvés infectés au point de faire eux aussi cause commune avec l'ennemi sous prétexte de sauvegarder leur originalité ethnique ! Au moins l'aberration des « activistes » flamands était logique. Mais que dire de celle de leurs complices wallons confiant au pangermanisme la sauvegarde de leur prétendu « génie » national !

Mais le lien qu'une histoire séculaire a noué entre la Flandre et la Wallonie a résisté à tous les efforts. Elles ont fait bloc devant l'Allemagne comme elles l'avaient fait au XVI^e siècle devant l'Espagne, au XVIII^e siècle devant l'Autriche, en 1830 devant la Hollande. Le sang de leurs soldats et de leurs martyrs a pour jamais cimenté leur union, faite de la communauté de leurs souvenirs comme de celle de leurs intérêts, de leurs besoins, de leurs souffrances et de leur gloire. Que parle-t-on ici de germanisme ou de romanisme ? Il n'y a pas un an, vous refusiez, au nom de la théorie des races, le droit d'exister à la Belgique, et vous prétendiez rattacher la Flandre à la *Kultur* allemande. Aujourd'hui, la Belgique monte, contre vous, la garde sur le Rhin, et la Flandre, délivrée de votre joug, ressent comme un outrage la parenté que vous prétendiez lui imposer avec vous. Est-il une preuve plus éclatante que ce n'est ni la race ni la langue qui déterminent la vie des peuples ? Des masses asservies peuvent le croire ; une nation libre ne l'admettra jamais. Jamais elle ne permettra qu'on dispose d'elle sous prétexte qu'elle parle tel idiome ou qu'elle se rattache à telle espèce humaine. Elle ne veut pas être classée ; elle veut choisir. La Belgique bilingue s'est constituée, au cours des siècles, par la libre volonté de ses populations. Elle est, si l'on

peut ainsi dire, une nation élective. De telles nations sont, je le crois fermement, des types politiques supérieurs, car elles ne peuvent subsister que par la pratique constante des plus hautes vertus : la tolérance réciproque, le respect du droit, le culte de la justice. La tyrannie pangermaniste nous les aura rendues plus chères. Elles ont été notre honneur aux plus belles époques de notre histoire ; elles sont aujourd'hui la condition indispensable de notre relèvement et la garantie même de notre existence.



Règles d'utilisation des copies numériques d'œuvres littéraires, réalisées par les bibliothèques de l'ULB

L'usage des copies numériques réalisées par les Bibliothèques de l'ULB, d'œuvres littéraires qu'elles détiennent, ci-après dénommées « documents numérisés », implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées dans le présent texte. Celui-ci est accessible sur le site web des bibliothèques et reproduit sur la dernière page de chaque document numérisé ; il s'articule selon les trois axes [protection](#), [utilisation](#) et [reproduction](#).

Protection

1. Droits d'auteur

La première page de chaque document numérisé indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire. Les œuvres littéraires numérisées par les Bibliothèques de l'ULB appartiennent majoritairement au domaine public.

Pour les œuvres soumises aux droits d'auteur, les Bibliothèques auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayants droits afin de permettre leurs numérisation et mise à disposition. Les conditions particulières d'utilisation, de reproduction et de communication de la copie numérique sont précisées sur la dernière page du document protégé.

Dans tous les cas, la reproduction de documents frappés d'interdiction par la législation est exclue.

2. Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des documents numérisés, certaines déficiences peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -.

Les bibliothèques de l'ULB déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des documents numérisés. De plus, les bibliothèques de l'ULB ne pourront être mises en cause dans l'exploitation subséquente des documents numérisés ; et la dénomination 'bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des documents numérisés mis à disposition par elles.

3. Localisation

Chaque document numérisé dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les bibliothèques de l'ULB encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à un document numérisé.

Utilisation

4. Gratuité

Les bibliothèques de l'ULB mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires appartenant au domaine public : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

Pour les œuvres protégées par le droit d'auteur, l'utilisateur se référera aux conditions particulières d'utilisation précisées sur la dernière page du document numérisé.

5. Buts poursuivis

Les documents numérisés peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les documents numérisés à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux bibliothèques de l'ULB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s).

Demande à adresser au Directeur de la Bibliothèque électronique et Collections Spéciales, Bibliothèques CP 180, Université Libre de Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt 50, B-1050 Bruxelles. Courriel : bibdir@ulb.ac.be

6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles - Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition, cote).

7. Exemplaire de publication

Par ailleurs, quiconque publie un travail – dans les limites des utilisations autorisées - basé sur une partie substantielle d'un ou plusieurs document(s) numérisé(s), s'engage à remettre ou à envoyer gratuitement aux bibliothèques de l'ULB un exemplaire (ou, à défaut, un extrait) justificatif de cette publication.

Exemplaire à adresser au Directeur de la Bibliothèque électronique et Collections Spéciales, Bibliothèques CP 180, Université Libre de Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt 50, B-1050 Bruxelles. Courriel : bibdir@ulb.ac.be

8. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à un document numérisé particulier, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

- a) les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des bibliothèques de l'ULB ;
- b) l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des bibliothèques de l'ULB'.

Reproduction

9. Sous format électronique

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans le présent texte le téléchargement, la copie et le stockage des documents numérisés sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre base de données, qui est interdit.

10. Sur support papier

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans le présent texte les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

11. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux bibliothèques de l'ULB dans les documents numérisés est interdite.